

Gabon : «Jean Ping critique l'absence prolongée d'Ali Bongo »

Par DW Afrique

Le 15/02/2019 à 18:49

Durée: 11min20

#INTERVIEW🎧 #POLITIQUE

DW: M. Jean Ping, bonjour !

JP: Bonjour !

LA SITUATION DU GABON ET D'ALI BONGO ONDIMBA

DW: Alors, comment est ce que va le Gabon avec l'absence d'Ali Bongo Ondimba ?

JP: La situation du Gabon tout le monde la connaît. Le Gabon va mal, le Gabon va très mal et vous me posez la question sur la situation du Gabon, aussi vous avez dit la situation d'Ali ?

DW: Oui effectivement, puisqu'il est malade il y a une sorte de guerre ou bien une lutte de clan. Est ce que ça ne va pas impacter sur l'évolution ou sur la vie normale de la nation gabonaise ?

JP: C'est ce qui arrive tous les jours ici...Tout le monde observe en effet qu'Ali est absent ou presque depuis quatre mois déjà. Bien sûr comme vous pouvez l'imaginer les gabonais s'interrogent : « Est ce qu'il est encore vivant ? Est-il mort ? S'agit-il d'un mort vivant ? »... Vous comprenez que les gabonais puissent s'interroger ainsi.

DW: Donc, vous plaidez pour que la vacance du pouvoir soit constatée par la Cour Constitutionnelle ?

JP: D'abord sur la question, je me garde de spéculer s'il est vivant, s'il est mort ou les « on dit », mais « la vérité n'a pas de tombe, elle finit toujours par se savoir. » Le reste importe peu ! Les institutions du pays sont mises à mal, depuis les élections de 2016 et depuis que la direction du pays est confisqué de force, dans les larmes et dans le sang, par un usurpateur qui comme tout le monde le sait a perdu largement les élections de 2016.

DW: Sur le plan politique, depuis l'élection présidentielle de 2016, la plupart de vos soutiens vous ont quitté. Est ce que vous ne regrettez pas de continuer tout seul quasiment la lutte que vous menez ?

JP: Je crois que c'est tout à fait le contraire de ce que vous nous dites, il y a d'abord ce qui compte c'est le Peuple souverain. Ce n'est pas des gens qui vont et viennent. Depuis les élections présidentielles les faits montrent que le peuple gabonais reste très attaché à la « vérité des urnes et à la reconnaissance des résultats qui ont été obtenus ».

DW: Donc vous pensez que c'est toujours vous le vainqueur de cette élection présidentielle ?

JP: Mais il n'y aucun doute à cela. Le monde entier sait. Tous les observateurs internationaux savent que j'ai gagné les élections à plus de 65% ; ça c'est un fait. Il n'est pas à remettre en cause. C'est ça la vérité des urnes ! Et le peuple est toujours là derrière moi.

DW: Trois ans après vous n'avez toujours pas réussi à renverser la tendance. Que vous reste-t-il comme moyens d'actions pour espérer peut-être faire respecter le verdict des urnes ?

JP: ... c'est un objectif permanent et je bénéficie contrairement à ce que vous pouvez imaginer d'un très large soutien de la population, et cela se manifeste par l'ingouvernabilité du pays, depuis que les usurpateurs ont confisqué la direction de ce pays par la violence, par le feu, par le sang, par le pillage. Le pays est devenu ingouvernable. Le Gabon est sur fond de lutte soutenue, plongée dans une crise multiforme, une léthargie permanente.

Le régime qui se manifeste par la force n'a pas de réponse politique à cette situation qui perdure. La reconnaissance de la vérité des urnes représente la seule réponse viable.

DW: Est ce que vous ne regrettez pas de n'avoir pas présenté des candidats lors des dernières élections législatives ?

JP: Mais les dernières élections législatives ont été organisées par un pouvoir usurpateur, un pouvoir illégitime, un pouvoir dictatorial... Dans de telles circonstances nous avons pensé que l'organisation d'élection par ce pouvoir, c'est une farce qui vise à tenter de légitimer un pouvoir illégitime. Mais comme vous l'avez peut-être constaté, 80 à 90 % de la population n'a pas pris part à ces élections. 10% à peine ont pris part à ces élections, et les résultats sont là !

DW: N'empêche, est ce qu'en étant absent de l'Assemblée Nationale, est ce qu'il ne vous manque pas une voix une tribune pour exprimer vos idées, vos préoccupations ?

JP: Tout est conséquent, il faut absolument être conséquent. L'objectif du régime est de faire ce que vous suggérez en ce moment pour le légitimer.

DW: Voilà, donc vous ne voulez pas légitimer le pouvoir d'Ali Bongo Ondimba ?

JP: Nous ne pouvons pas légitimer un pouvoir illégitime et illégal, qui dirige le pays uniquement par la force et il tue, il pille, il vole.

DW: Alors M. Jean Ping, vous êtes toujours placé sous « résidence surveillée ». La preuve : vous n'avez pas réussi à honorer une invitation de l'ONU, je crois ? C'était en début de semaine. Quelles sont les raisons avancées par les autorités pour vous empêcher de participer à cette réunion à New-York ?

JP: Une invitation de l'ONU, de l'Assemblée Générale de l'ONU m'a été adressée. J'ai une copie de cette invitation qui est parvenue par les réseaux sociaux. Et le gouvernement, par lequel l'invitation a été transmise, n'a pas jugé bon de me la transmettre. Vous pouvez imaginer les raisons... Mais le représentant des Nations Unies aussi sur place, par le canal duquel cette même invitation a été transmise...

DW: M. Lourenco Fall, c'est ça ?

JP: (Oui) ...n'a pas transmis la même invitation. Et il est difficile de s'imaginer pourquoi... Il est ainsi accusé par beaucoup de collusions avec le régime en place...

DW: Et maintenant, qu'est ce que vous allez faire ? Vous allez demander peut-être que l'ONU hausse un peu le ton pour que cette mesure de « résidence surveillée » dont vous faites l'objet puisse être levée ?

JP: Je n'ai pas à donner de leçons à l'ONU. L'ONU fait ce que bon lui semble. Je ne critique pas

l'ONU au contraire, elle m'a envoyé cette invitation et vous savez aussi que même si l'invitation m'avait été transmise par l'une ou l'autre des voix appropriées je n'aurais pas pu voyager puisque mes passeports sont confisqués par le Ministère de l'Intérieur. Je n'ai donc pas de papiers.

DW: Et que vous reproche-t-on concrètement M. Jean Ping ?

JP: Mais il faut poser la question aux gens qui agissent ainsi. Ce sont des gens qui ne veulent pas reconnaître la vérité des urnes, et qui utilisent la dictature pour s'imposer. Et vous pensez qu'ils vont réussir à se faire reconnaître ? Ce ne sera pas possible. Ils ne réussiront pas.

DW: D'accord, dernière question M. Jean Ping. Ces derniers temps sur les réseaux sociaux on a comme l'impression qu'on assiste à une sorte de montée en puissance, d'une sorte de radicalisation des gabonais, notamment ceux de la diaspora. Est ce que vous avez le même sentiment ?

JP: Oui. C'est dans le contexte que je viens de vous décrire. Nos compatriotes de la diaspora, et plus particulièrement la diaspora de France, manifestent depuis des mois tous les samedis et à chaque fois que l'occasion se présente. À travers les retours que nous avons de l'opinion, nous constatons aussi bien à l'intérieur qu'au sein de la diaspora cette radicalisation. Nous enregistrons de plus en plus d'actes extrêmes, notamment des suicides. Dans les rangs de la résistance, la radicalisation gagne les esprits. Nous n'avons pas cessé d'attirer l'attention des uns et des autres sur ce type de risques dont le plus grave serait le basculement collectif dans la guerre civile. Le seul responsable de ces risques est l'aveuglement du régime usurpateur. Tout cela est à prendre très au sérieux et nous le prenons au sérieux. Nos partenaires aussi feraient mieux de les écouter et surtout de les entendre.

DW: Ok. Dernière question. Quel message avez-vous à lancer à l'endroit de vos supporters ou de façon globale à vos compatriotes les gabonais ?

JP: Je voudrais d'abord cher Éric attirer votre attention, sur ce que nous considérons comme le comportement exemplaire, clair, sans ambages de l'autorité allemande, l'Allemagne de Mme Merkel. Elle ne regarde pas la paille qui est dans l'œil de l'autre en approuvant ici et là les condamnations en acceptant ce qui s'est passé au Gabon, et en condamnant ce qui s'est passé en RDC ou au Venezuela. Cette position conséquente de l'Allemagne est claire partout. L'Allemagne défend des principes et nous voulons rendre hommage à Mme Angela Merkel.

Mes compatriotes savent. Je vis au Gabon. Je m'adresse à eux pratiquement en permanence à travers les réseaux sociaux puisque nous sommes privés de télévision comme vous imaginez. La télévision d'État, les organes de communication d'État, sont confisqués et nous ne pouvons pas nous adresser à eux directement. Mais nous avons des voix de communication de masse : les réseaux sociaux mais aussi certaines radios et à travers des voix comme la vôtre la Deutsche Welle, que les gabonais suivent. Ils savent que nous sommes avec eux et qu'inéluctablement, je vous le répète inéluctablement nous allons triompher !

DW: En tout cas merci beaucoup M. Jean Ping d'avoir accepté notre demande d'interview.

JP: C'est moi qui vous remercie Éric. À bientôt !

DW: Merci. À bientôt. Au revoir.

JP: Au revoir.